



CHAPITRE 39

Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires

[Sanctionnée le 18 mars 1960]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 15, a. 2,
remp.

1. L'article 2 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), modifié par des statuts subséquents, est remplacé par le suivant:

Tribu-
naux.

"2. 1. Les tribunaux de la province, en matières civiles, criminelles ou mixtes, sont:

La Cour du banc du roi, appelée durant le règne d'une reine "Cour du banc de la reine", divisée en Cour civile d'appel et en Cour criminelle;

La Cour supérieure;

La Cour de magistrat;

La Cour des sessions de la paix;

Les Cours de bien-être social;

Les Cours municipales;

La Cour des commissaires;

Le tribunal des juges de paix.

Juridic-
tion.

2. Les juridictions de la Cour du banc du roi, de la Cour supérieure ou du tribunal des juges de paix sont générales et s'étendent à toute la province; celles de la Cour de magistrat, de la Cour des sessions de la paix, des Cours de bien-être social, des Cours municipales et de la Cour des commissaires sont restreintes à des districts judiciaires, à des districts électoraux ou à des localités."

CHAPTER 39

An Act to amend the Courts of Justice Act

[Assented to, the 18th of March, 1960]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 2 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15), amended by subsequent statutes, is replaced by the following:

R.S.,
c. 15, s. 2,
replaced.

"2. 1. The courts of the province, in civil, criminal and mixed matters, are: Courts of justice.

The Court of King's Bench, which is called, during the reign of a queen, "Court of Queen's Bench", divided into the Civil Court of Appeals and the Criminal Court;

The Superior Court;

The Magistrate's Court;

The Court of the Sessions of the Peace;

The Social Welfare Courts;

The Municipal Courts;

The Commissioners' Court;

The Court of Justices of the Peace.

2. The jurisdictions of the Court of King's Bench, the Superior Court or the Court of Justices of the Peace are general and cover the whole province; the jurisdictions of the Magistrate's Court, the Court of the Sessions of the Peace, the Social Welfare Courts, the Municipal Courts and the Commissioners' Court are restricted to judicial districts, electoral districts or localities."

Jurisdic-
tion.

S.R.,
c. 15,
a. 22,
remp.

2. L'article 22 de ladite loi, modifié par des statuts subséquents et remplacé par l'article 1 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 21, est de nouveau remplacé par le suivant:

Juges.

"22. La Cour supérieure, qui est un tribunal d'archives, est composée de cinquante-neuf juges, à savoir: un juge en chef, un juge en chef adjoint et cinquante-sept juges puînés.

Districts.

Ces juges exercent leurs fonctions dans les districts judiciaires qui leur sont assignés."

2. Section 22 of the said act, amended by subsequent statutes and replaced by section 1 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 21, is again replaced by the following:

"22. The Superior Court, which is a court of record, shall be composed of fifty-nine judges, that is to say of a Chief Justice, an Associate Chief Justice and fifty-seven puisne judges.

Such judges shall exercise their functions in the judicial districts assigned to them."

S.R.,
c. 15,
a. 27, am.

3. L'article 27 de ladite loi, modifié par des statuts subséquents, est de nouveau modifié

a) en remplaçant, dans la quatrième ligne du paragraphe 1°, les mots "vingt-huit" par les mots "trente-trois";

b) en remplaçant, dans la troisième ligne du paragraphe 4°, le mot "deux" par le mot "trois";

c) en remplaçant le paragraphe 9° par le suivant:

"9° Pour le district de Rimouski, avec résidence, au choix du juge, à Rimouski ou à Rivière-du-Loup, un juge."

3. Section 27 of the said act, amended by subsequent statutes, is again amended

a. by replacing, in the third line of paragraph 1, the words "twenty-eight" by the words "thirty-three";

b. by replacing, in the third line of paragraph 4, the word "two" by the word "three";

c. by replacing paragraph 9 by the following:

"9. For the district of Rimouski, with residence, at the option of the judge, at Rimouski or Rivière-du-Loup, one judge."

Id.,
aa. 236
à 240,
remp.

4. Les articles 236, 236a, 237, 238, 239 et 240 de ladite loi, modifiés par des statuts subséquents, sont abrogés et sont remplacés par les articles suivants:

4. Sections 236, 236a, 237, 238, 239 and 240 of the said act, amended by subsequent statutes, are repealed and replaced by the following sections:

Pension
égale
aux trois
quarts.

"236. Une pension annuelle égale aux trois quarts du traitement attaché à la fonction de juge des sessions est accordée à tel juge qui, durant les vingt premières années d'exercice de sa charge, établit à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil qu'il est atteint d'une incapacité permanente l'empêchant d'en remplir utilement les fonctions et donne sa démission.

"236. An annual pension equal to three-fourths of the salary attached to the office of judge of the sessions shall be granted to any such judge who, during his first twenty years in office, establishes to the satisfaction of the Lieutenant-Governor in Council that he is afflicted with a permanent disability preventing him from usefully performing his duties and resigns.

Démis-
sion après
20 ans.

"237. Une pension annuelle égale aux trois quarts du traitement attaché à la fonction de juge des sessions est accordée à tel juge qui donne sa démission après avoir rempli sa charge durant au moins vingt ans.

"237. An annual pension equal to three-fourths of the salary attached to the office of judge of the sessions shall be granted to any such judge who resigns after having held office for at least twenty years.

Pension
égale

"238. Lorsqu'un juge des sessions atteint l'âge de soixante-quinze ans, il

"238. When a judge of the sessions reaches seventy-five years of age, he shall

au traitement, à l'âge de 75 ans.

Exception.

cesse de remplir ses fonctions et est admis à la retraite; dans ce cas, il est accordé à tel juge une pension annuelle égale au traitement attaché à cette fonction.

Cependant, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, lorsqu'il le croit conforme aux intérêts de la justice, autoriser tout juge des sessions à continuer l'exercice de ses fonctions après avoir atteint l'âge de soixante-quinze ans. Dans ce cas, l'admission à la retraite avec pension a lieu à compter de la démission de ce juge ou à la date fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil dans cette autorisation.

Mise à la retraite.

"239. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, dans tous les cas où un juge des sessions est atteint d'une incapacité permanente l'empêchant de remplir utilement ses fonctions, mettre tel juge à sa retraite en lui accordant, selon le cas, la pension prévue aux articles 236 et 237.

Effet.

"240. Toute mise à la retraite en vertu des articles précédents a les mêmes effets qu'une démission acceptée."

S.R., c. 15, a. 240a, ab.

5. L'article 240a de ladite loi, édicté par l'article 5 de la loi 9 George VI, chapitre 18, est abrogé.

Id., a. 242, remp.

6. L'article 242 de ladite loi, modifié par des statuts subséquents, est remplacé par le suivant:

Pension à la veuve.

"242. A compter du premier jour du mois qui suit le décès d'un juge des sessions, une pension annuelle égale au quart du traitement attaché à la fonction de juge des sessions est accordée à sa veuve. Cette pension lui est versée sa vie durant et pendant viduité, par versements mensuels égaux et elle est incessible et insaisissable."

S.R., c. 15, a. 242b, am.

7. L'article 242b de ladite loi, édicté par l'article 2 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 23, est modifié en y retranchant, dans la deuxième ligne, le nombre "236a".

S.R., c. 15, a. 243, remp.

8. L'article 243 de ladite loi, modifié par des statuts subséquents, est remplacé par le suivant:

cease to hold office and shall be retired; in such case, an annual pension equal to the salary attached to such office shall be granted to such judge.

Nevertheless the Lieutenant-Governor in Council, whenever he deems it to serve the interests of justice, may authorize any judge of the sessions to continue to hold office after having reached seventy-five years of age. In such case, retirement with a pension shall take place upon the resignation of such judge or on the date fixed by the Lieutenant-Governor in Council in such authorization.

"239. The Lieutenant-Governor in Council, in every case where a judge of the sessions is afflicted with a permanent disability preventing him from usefully performing his duties, may retire such judge and grant him the pension contemplated in sections 236 and 237, as the case may be.

"240. Every retirement under the foregoing sections shall have the same effects as an accepted resignation."

5. Section 240a of the said act, enacted by section 5 of the act 9 George VI, chapter 18, is repealed.

6. Section 242 of the said act, amended by subsequent statutes, is replaced by the following:

"242. From and after the first day of the month following the death of a judge of the sessions, an annual pension equal to one-fourth of the salary attached to the office of judge of the sessions shall be granted to his widow. Such pension shall be paid for her lifetime while she remains a widow, in equal monthly instalments and shall be untransferable and unseizable."

7. Section 242b of the said act, enacted by section 2 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 23, is amended by striking out, in the second line, the number "236a".

8. Section 243 of the said act, amended by subsequent statutes, is replaced by the following:

Pension
viagères
incessi-
bles, etc.

"243. Sous les réserves stipulées à l'article 242 quant aux pensions des veuves de juges de sessions, les pensions ci-dessus prévues sont viagères; elles sont payées mensuellement à même le fonds consolidé du revenu et elles sont incessibles et insaisissables."

S.R.,
c. 15,
a. 266b,
am.

9. L'article 266b de ladite loi, édicté par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 10, modifié par des statuts subséquents, est de nouveau modifié en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

Nombre.

"Le nombre de ces juges, y compris le juge en chef, ne doit pas excéder quinze."

S.R.,
c. 15,
a. 266e,
am.

10. L'article 266e de ladite loi, édicté par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 10, et modifié par des statuts subséquents, est de nouveau modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Disposi-
tions ap-
plicables.

"Les dispositions des articles 217, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 242b et 243 s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux juges de la Cour de bien-être social."

S.R.,
c. 15,
a. 274,
remp.

11. L'article 274 de ladite loi, modifié par des statuts subséquents et remplacé par l'article 4 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 23, est de nouveau remplacé par le suivant:

Disposi-
tions ap-
pli-
cables.

"274. Les articles 217, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 242b et 243 s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux juges de district nommés en vertu de la présente section."

S.R.,
c. 15,
a. 289,
am.

12. L'article 289 de ladite loi, modifié par des statuts subséquents, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 4 par le suivant:

Nombre.

"4. Le nombre des juges de district ne doit en aucun temps excéder cinquante, y compris le juge en chef de district et le juge en chef adjoint de district."

Pensions
à certain-
es
veuves,
augmen-
tées.

13. Les pensions payées à des veuves le 15 février 1960, en vertu ou par application de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15) ou de toute disposition législative antérieure que cette loi a remplacée, sont portées, à

"243. Subject to the reservations mentioned in section 242 respecting the pensions of widows of judges of the sessions, the pensions above provided for shall be for life; they shall be paid monthly out of the consolidated revenue fund and shall be untransferable and unseizable."

Pensions
for life,
unseiza-
ble, etc.

9. Section 266b of the said act, enacted by section 1 of the act 14 George VI, chapter 10, and amended by a subsequent statute, is again amended by replacing the third paragraph by the following:

R.S.,
c. 15,
s. 266b,
am.

"The number of such judges, the Chief Justice included, shall not exceed fifteen."

Number.

10. Section 266e of the said act, enacted by section 1 of the act 14 George VI, chapter 10, and amended by subsequent statutes, is again amended by replacing the second paragraph by the following:

R.S.,
c. 15,
s. 266e,
am.

"The provisions of sections 217, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 242b and 243 shall apply, *mutatis mutandis*, to the judges of the Social Welfare Court."

Provisions
to apply.

11. Section 274 of the said act, amended by subsequent statutes and replaced by section 4 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 23, is again replaced by the following:

R.S.,
c. 15,
s. 274,
replaced.

"274. Sections 217, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 242b and 243 shall apply, *mutatis mutandis*, to district judges appointed under this division."

Provisions
to apply.

12. Section 289 of the said act, amended by subsequent statutes, is again amended by replacing subsection 4 by the following:

R.S.,
c. 15,
s. 289,
am.

"4. The number of district judges shall at no time exceed fifty, including the Chief District Judge and the Associate Chief District Judge."

Number.

13. The pensions paid to widows on the 15th of February, 1960, under or by the application of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15) or any prior legislative provision replaced by the said act shall be increased, from and

Pensions
to certain
widows,
increased.

compter du premier janvier 1960, à trois mille cinq cents dollars par année.

after the first of January, 1960, to three thousand five hundred dollars per annum.

Réajuste-
ment de
certaines
pensions.

14. Les pensions des juges des sessions, des juges de district et des juges de la Cour de bien-être social qui étaient à la retraite au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi seront, à compter du premier jour du mois suivant cette entrée en vigueur, payées, suivant le cas, selon les barèmes spécifiés respectivement à l'article 236, à l'article 237 ou à l'article 238 de la Loi des tribunaux judiciaires tels que modifiés par la présente loi et sur la base des traitements payés aux juges en fonctions lors de ladite entrée en vigueur, comme si ces juges à la retraite avaient démissionné ou avaient été mis à la retraite immédiatement après l'entrée en vigueur de la présente loi.

14. The pensions of the judges of the sessions, district judges and judges of the Social Welfare Court who were in retirement at the time of the coming into force of this act shall be paid, from the first day of the month following such coming into force, at the respective rates specified in section 236, section 237 or section 238 of the Courts of Justice Act as amended by this act, as the case may be, and on the basis of the salaries paid to judges in office at the time of such coming into force, as if such judges in retirement had resigned or been superannuated immediately after the coming into force of this act.

Read-
justing of
certain
pensions.

Entrée en
vigueur.

15. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

15. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.